

LA TRANSPOSITION DES OUTILS PROFESSIONNELS D'INFORMATION FINANCIÈRE VERS LES MÉDIAS GRAND PUBLIC

Le cas Bloomberg

Claudine Carluer¹

Un ensemble d'évolutions économiques et sociales associées aux mutations technologiques de la diffusion de l'information ont créé de nouveaux enjeux pour les fournisseurs de données boursières et financières : demande plus forte de la part des professionnels et du public avec l'accroissement du nombre de détenteurs d'instruments de placements, nouvelles capacités de communication via des outils comme la télévision par satellite ou par câble et Internet.

Notre objectif sera, après avoir présenté ces différentes évolutions d'examiner leurs implications au niveau des savoirs formels et informels mis en œuvre.

Pour cela, nous nous appuierons sur la définition de ces savoirs donnée par Daniel Jacobi² : les savoirs formels (qu'il serait sans doute préférable de qualifier du nom de savoirs académiques) ont comme fondement d'avoir été façonnés à des fins didactiques. Les savoirs non formels ne peuvent être définis que par contraste avec les apprentissages scolaires.

¹ Claudine Carluer est chercheur au GRESEC, Université Stendhal Grenoble 3.

² Jacobi D., « Savoirs non formels ou apprentissages implicites ? », in *Recherches en communications* n°15, *Médias, éducation et apprentissage*, 2001.

Recherches en communication, n° 23 (2005).

Dans les années récentes, la diffusion de l'information économique et financière a évolué dans trois directions, les deux premières au moins s'inscrivant en fait dans la continuité des tendances précédentes : le renforcement de son caractère planétaire, le perfectionnement de ses outils (en particulier électroniques) et sa diffusion auprès d'un public de plus en plus large.

Tout d'abord, elle est devenue de plus en plus globale, avec l'apparition de nouvelles offres d'investissement dans le monde (Asie, Europe de l'Est), et l'apparition d'organisations gérant des fonds d'importance planétaire. De plus, depuis quelques années, les marchés financiers ont surtout requis des informations de plus en plus transnationales. Durant la décennie 80, on a assisté à l'apparition de nouveaux produits financiers liés à la désintermédiation des financements, qui a entraîné de nouveaux besoins d'expertise, ce que l'on appelle la marchandisation des financements. Cette marchandisation s'est traduite par des réformes institutionnelles qui organisent une réduction de l'intervention directe de l'Etat tout en lui donnant de nouvelles responsabilités dans l'établissement des conditions cadres - c'est-à-dire des textes qui en régissent le fonctionnement.

Les marchés financiers traditionnels se sont décloisonnés en s'ouvrant de plus en plus à des opérateurs extérieurs par l'aménagement des réglementations nationales qui limitaient les modalités et la localisation des opérations financières. Les arbitrages de rendements et les comparaisons de risques se sont faits de plus en plus dans un cadre international. Les investisseurs jugent nécessaire de diversifier leurs portefeuilles en jouant sur les devises, conformément aux études menées sur la réduction des risques.

Deuxièmement, cette période est également celle d'une croissance corrélative du volume des opérations financières, qui permet la spécialisation de professionnels pour des tâches assurées auparavant à temps très partiel.

Troisièmement, une autre tendance a donné un nouvel essor au développement des médias d'information financière : la diffusion des actifs financiers dans les classes moyennes.

L'information économique et financière a ainsi abordé récemment une nouvelle phase d'industrialisation de sa diffusion vers le grand public.

Les évolutions 2 et 3 se combinent pour conduire à l'apparition d'entreprises de diffusion d'information économique et financière de plus en plus orientées vers une large audience, s'appuyant sur des réseaux spécialisés de collecte et de traitement de l'information et utilisant, pour la diffusion vers les professionnels et le public, des outils présentant de grandes similitudes¹.

Bloomberg

Cette nouvelle demande a été en partie captée par les médias grand public existants, mais elle a également entraîné une orientation nouvelle des fournisseurs d'information professionnelle. Si, depuis longtemps, des opérateurs comme Dow-Jones ont joué sur les deux tableaux en éditant le Wall-street Journal, leur orientation vers le public a connu une accélération avec des chaînes comme CNBC, tandis qu'un intervenant relativement nouveau comme Bloomberg mettait au point une stratégie ambitieuse visant à établir des synergies au sein d'un large éventail de supports, partant des terminaux boursiers professionnels spécialisés pour aller vers Internet, la télévision, la presse écrite.

L'information économique, financière et boursière connaît au cours de ce processus plusieurs transformations inévitables, à la fois sur la forme et sur le fond. L'apparition sur les écrans grand public d'opérateurs précédemment spécialisés a été à l'origine de nouveaux modes de présentation d'écran, issus ou adaptés des systèmes professionnels. Sur le fond, la nature des changements que subit l'information au cours de ce processus révèle vite sa complexité : attitude passive du spectateur dans le cas de la télévision alors que sur terminal professionnel l'information reçue dépend pour une part du choix de l'opérateur, simplification du contenu, adaptation du vocabulaire, modification du poids relatif des différents champs couverts avec la place laissée aux outils les plus techniques, notamment statistiques, et l'importance relative donnée aux commentaires.

Le fournisseur d'informations financières Bloomberg s'est positionné sur ces nouveaux marchés, en tentant de bénéficier des synergies qui existent entre eux.

¹ Carluer C., « Le développement global des médias économiques et financiers et le caractère national de l'information », *Les Enjeux*, Grenoble, 2001.

Pour ce faire, il a utilisé les possibilités nouvelles offertes par les changements technologiques : réseaux à forte capacité pour les professionnels, internet, chaînes télévisées par câble ou satellite.

Présentation générale de l'entreprise Bloomberg

L'entreprise, créée en 1981 par Michael Bloomberg, est une des principales agences d'information économiques mondiales avec Reuters et Telerate.

Par rapport à ses deux principaux concurrents, Bloomberg est une compagnie récente, en expansion mais encore de plus petite taille. Reuters revendique près de la moitié du marché mondial de l'information financière, tandis que Telerate, héritière de Dow Jones et filiale du groupe Bridge depuis 1998, se proclame le plus important groupe en Amérique du Nord.

Bloomberg a construit sa réputation sur une image d'innovation, étant le premier à élargir à la fois le spectre de l'information diffusée et la déclinaison de cette information sur différents médias.

Bloomberg Financial Markets est un distributeur de services d'information, combinant des nouvelles sur l'actualité, des données et des analyses pour les marchés financiers et les affaires économiques. Bloomberg fournit en temps réel des données historiques, des analyses en continu par l'intermédiaire :

- de réseaux de terminaux utilisés par les professionnels des marchés financiers, service offert dans plus de 60 pays. Dans ce but, Bloomberg a mis au point un outil informatique spécifique, le “ terminal Bloomberg ”, qui combine deux écrans ;
- de réseaux de télévision, diffusant par câble et satellite en Amérique, Europe, Asie, Afrique ;
- de sites Internet ;
- de radios ;
- de magazines et lettres d'information sur papier “ Bloomberg magazine, Bloomberg Energy Letter...) ;
- de centres de conférence à New-York, Londres, Sydney et Tokyo qui sont proposés aux analystes financiers et aux actionnaires (Bloomberg Forum).

Bloomberg a son siège social à New-York, et des bureaux dans les grands centres économiques et financiers d'Amérique (Nord et

Sud), d'Europe et de la couronne du Pacifique. Le cœur des activités Bloomberg reste un service d'information proposé aux professionnels. Le terminal professionnel appelé par la société " Le Bloomberg " offre en ligne une gamme de services présentés par le producteur comme " à haute valeur ajoutée " :

- cours des valeurs
- statistiques économiques et financières
- outil de recherche en ligne
- capacité informatiques d'analyse et de calcul, qui permettent à l'utilisateur d'effectuer ses propres ratios, ses propres représentations graphiques etc.. (et l'on connaît la place prise depuis plusieurs années par les graphiques comme aide à la décision financière, notamment au travers du courant des " chartistes ").

La station de travail Bloomberg associe deux écrans, et propose au professionnel des partitions en fenêtres, avec graphiques, fenêtres présentant des statistiques et des informations sous forme de texte ou d'images animées, son, (interviews de spécialistes...), bandes d'information défilant en continu (nouvelle à ne pas manquer qui apparaît automatiquement sur l'écran, cours des actions, etc...)

Le Bloomberg couvre les marchés mondiaux des actions, devises, obligations du secteur public, privé et collectivités locales, Euros, marchés monétaires, marchandises, hypothèques et marchés dérivés. La connexion au Bloomberg amène également en temps réel les informations économiques et sur la vie des entreprises au travers d'une agence de presse spécialisée, le " Bloomberg Business News ", dont la signature apparaît dans plus de 800 journaux, notamment en France dans *Le Monde* et *Les Echos*. Les informations diffusées concernent également l'environnement politique et social de la vie économique.

Une des originalités de la société a été d'offrir dès l'origine en ligne sur " Le Bloomberg " des services de vie pratique, comme la commande directe en ligne, allant des vêtements (qui aident le nouveau " trader " à être habillé comme le reste de la tribu avec le costume sombre et la chemise rayée) jusqu'aux oeuvres d'art (qui aident le " trader " plus expérimenté - et ayant réussi - à établir clairement son statut auprès de ses visiteurs), ou aux fleurs (qui l'aident à développer sa vie sociale et affective).

L'activité de Bloomberg s'est donc développée à partir de 1991 en associant trois axes :

- les services strictement professionnels
- des services d'informations et des services diversifiés
- des services d'information davantage orientés vers le grand public “ averti ” et le cas échéant détenteur d'actifs financiers en s'appuyant sur le relais des journaux nationaux.

Dès l'origine, Bloomberg a donc engagé une industrialisation de la diffusion d'informations professionnelles sur une base américaine puis globale.

Puis, dans la deuxième partie des années 90, le développement de deux nouveaux axes de diffusion s'est accéléré, davantage ouverts au public, Internet et la télévision.

Sur Internet, Bloomberg propose un ensemble de services qui procèdent de la même démarche : centrés sur l'information relative aux marchés financiers (information qui inclut l'environnement économique et politique), ils ajoutent les informations pour la gestion financière personnelle de l'internaute (par exemple, logiciel de prévision du montant de sa retraite en fonction de ses cotisations, emprunts immobiliers...), conseil pour créer sa propre entreprise, offres d'emploi, formation permanente ; achat en ligne de produits et services, participation en ligne aux enchères pour la vente de tableaux...

Avec la télévision, Bloomberg a également franchi une étape de sa migration vers un public plus large que les professionnels.

Son concept montre cependant clairement sa filiation avec les services d'information en ligne sur la station professionnelle Bloomberg, et en particulier son contenu (même si l'orientation vers l'information générale est plus grande) et sa mise en page, basée sur le concept d'une partition de l'écran entre plusieurs fenêtres indépendantes.

Au travers du câble et par satellite, Bloomberg Télévision transmet des informations générales, des informations actualisées sur les marchés financiers, sur le sport, sur la météo... Bloomberg Télévision fait également partie du terminal Bloomberg des professionnels. Les sujets traités incluent les derniers événements de l'actualité, des reportages sur les entreprises, des entretiens avec des journalistes et des analyses d'événements pouvant influencer le marché ; des informations sur le

temps, le sport, les annonces de manifestations culturelles sont également développées.

L'écran Bloomberg est divisé en six fenêtres.

- • Une fenêtre principale correspondant au traditionnel écran de télévision avec un présentateur, des interviews, des reportages et de la publicité. Cette fenêtre donne de l'information générale : politique, sport, culture, événements, météorologie. Toutes les demi-heures, chacune des deux éditions, la française et l'anglaise, présentent le résumé des informations nationales, européennes et internationales.
- • Les cinq autres fenêtres ne comprennent que des données chiffrées. L'une indique la date, la deuxième les taux de change entre devises, des cotations comme celle de l'or, la troisième, plus diversifiée montre des graphiques ou des photographies. Elle traite aussi bien des informations ayant trait à la culture ou au sport que des horoscopes ou des informations financières (indices, taux d'intérêts, taux de change, rendements) accompagnées parfois des commentaires. Les deux dernières fenêtres, situées dans la partie basse de l'écran, font défiler en continu, l'une des informations financières sur les indices boursiers, les valeurs individuelles, les rendements, et l'autre de brèves informations générales relevant du domaine économique, et du monde des affaires ainsi que des informations financières

Cette évolution de Bloomberg qui associe désormais les différents types de publics, de médias, de recettes (abonnements professionnels payants, publicité professionnelle et grand public...), pose la question de la stratégie à moyen et long terme de la société, problème que nous nous contenterons de citer car il entraînerait des développements trop long pour cet article.

Implication au niveau des savoirs formels et informels

Pour la consultation, la compréhension et l'interprétation des informations économiques et financières, professionnels et grands public doivent faire appel à leur savoir, qu'il soit formel ou informel.

Sur un marché financier, les informations reçues doivent non seulement être comprises, mais leur utilisateur, s'il veut être efficace sur les

marchés, doit pouvoir en déduire des anticipation d'évolution des cours, qu'ils soient boursiers, monétaires ou relatifs aux matières premières. En effet, les résultats qui permettent à l'opérateur de générer un revenu ne sont pas, par définition, les résultats passés, mais les résultats à venir, les résultats recherchés étant soit une hausse (ou une baisse) des cours (action, obligation, devise, matière première) conforme aux prévisions, soit un revenu régulier plus élevé, par exemple une action apportant un dividende élevé en raison des bons résultats de l'entreprise.

L'utilité de l'information consiste à prévoir. Mais il faut de plus prévoir le plus vite possible, et agir avant les autres opérateurs. En effet, lorsque les implications de l'information ont été comprises et partagées par tous, lorsque les opérations d'achat ou de vente qui en résultent auront été réalisées, les possibilités de gain n'existeront plus en termes de plus ou moins value (les anticipations seront inscrites dans le nouveau cours), et les attentes de rentabilités supérieures auront disparu également.

Une anticipation en théorie erronée peut donc, au moins pendant une première période, apparaître juste si elle est partagée, puisque l'ensemble des opérateurs agira dans le même sens.

Sur les marchés financiers, il est nécessaire de distinguer deux niveaux d'anticipation : celles qui sont relatives à chaque titre (par exemple à une action d'une société précise), et les évolutions de l'ensemble du marché. On peut considérer, pour simplifier, que chaque titre pris isolément varie suivant son déterminisme propre autour d'une tendance commune qui est celle du marché.

Pour les tâches visant à anticiper à partir de l'information, le professionnel a à sa disposition des savoirs formels plus étendus que le grand public, dans la mesure où il a suivi une formation spécifique à son métier.

En ce qui concerne le travail sur un titre donné (une action d'une entreprise précise), le professionnel est supposé avoir une formation l'amenant à comprendre les informations en terme d'analyse financière : les ratios financiers de l'entreprise, et tous les instruments d'appréciation, depuis le plus universelle PER (price earning ratio qui permet de comparer immédiatement le coût d'une action en le rapportant au bénéfice par action), ou de volatilité d'un titre, jusqu'aux outils plus complexes mettant en œuvre des techniques plus élaborées de statistiques, mathématiques financières ou de l'analyse chartiste, cette dernière étant basée sur l'interprétation des graphiques.

Le professionnel sur un marché boursier peut alors être comparé à un ingénieur ou à un médecin, qui met en œuvre dans sa pratique professionnelle quotidienne un savoir formel qui lui permet d'interpréter les informations qu'il reçoit et de prendre les décisions rationnelles qui en découlent.

Ces savoirs formels sont dispensés dans l'enseignement supérieur (université, écoles d'actuaire, business schools) ou dans des instituts professionnels structurés (par exemple gérés par la profession bancaire). Il y a étudié les « modèles de marché », les mécanismes de formation des cours, les concepts d'efficience, la gestion de portefeuille, les modèles d'évaluation, les théories de l'arbitrage, les instruments de gestion des risques financiers, les corrélations entre le risque, la rentabilité, les taux d'intérêt, les mécanismes relatifs aux marchés à terme, aux produits dérivés, aux options...

Les innovations en matière de système d'information, l'accroissement des volumes transmis, le développement des capacités de calcul au niveau des terminaux informatiques, les possibilités de mise immédiate sous forme de graphique participent à cette notion d'opérateurs professionnels mettant en œuvre des savoirs formels.

A ce niveau, la différence est nette avec le grand public.

Dans l'état actuel des cursus scolaires et universitaires, il ne dispose que peu de savoirs formels sur les mécanismes des marchés financiers et sur les outils d'analyse du cours des titres.

Cet écart existe pour le grand public qui suit les évolutions financières et boursières de relativement loin, à titre de simple curiosité ou parce qu'il y voit un indicateur sur la situation économique en général.

Il existe aussi pour le grand public que l'on peut qualifier d'investisseur, qui possède des titres, et qui suit avec l'évolution boursière l'évolution de son patrimoine.

Il existe en général tout autant pour les particuliers que l'on peut qualifier de gestionnaires, c'est-à-dire qui prennent eux même régulièrement de nombreuses décisions d'achat et de vente de titres. Leurs savoirs ont principalement été acquis au travers de la presse, éventuellement des plaquettes éditées par les sociétés cotées, ou par des entretiens avec d'autres personnes. Les savoirs sont donc informels et fragmentaires. Il n'est pas dans le rôle de la presse de prendre un temps – souvent assez long – pour expliquer un mécanisme financier qui peut paraître ésotérique, surtout s'il suppose un bagage mathématique significatif. Même des terminologies grand public comme le vocable Nasdaq ne font l'objet d'aucune définition, alors qu'ils sont employés tout les

jours par la presse, comme si leur sens était connu de tous, alors que ce n'est pas du tout le cas.

Ce manque de structuration des savoirs peut être une des raisons du relatif échec jusqu'à présent des systèmes de gestion boursière proposés aux particuliers sur Internet, systèmes qui permettent non seulement de s'informer en ligne mais aussi de passer directement des ordres soi-même. Les bilans de ces services aux Etats-Unis ont montré que les particuliers avaient le plus souvent eu des gestions catastrophiques de leur portefeuille.

Mais l'analyse du comportement informationnel des professionnels et du contenu de leur système d'information montre que les outils techniques formels ne constituent qu'une partie des éléments qu'ils sont amenés à utiliser.

Au niveau de l'analyse d'un titre précis (l'action d'une société), la prévision de l'évolution d'une entreprise cotée met en jeu une masse de connaissances qui inclut inévitablement des savoirs informels. Il peut s'agir par exemple de l'appréciation d'un choix stratégique de l'équipe dirigeante. Le professionnel fonde ses décisions d'achat ou de vente sur le travail des analystes, mais sur quels savoirs formels peut-il s'appuyer pour juger si la nouvelle orientation d'une firme sur un marché grand public constitue effectivement une bonne anticipation à cinq ans du comportement des consommateurs ?

De même, pour la comparaison du PER de deux entreprises. Une des deux est plus chère eu égard à son bénéfice. Mais l'écart de prix est-il justifié ? Si les deux entreprises sont dans le même secteur, peut-on discerner une meilleure qualité du management ? le positionnement de la gamme est-il plus en phase avec l'évolution à attendre des consommateurs ? Autant de questions sur lesquelles les professionnels des marchés financiers sont démunis en termes de savoirs formels. Et si les deux entreprises sont dans des secteurs d'activité totalement différents, par exemple l'automobile et l'informatique, comment savoir si les écarts de PER sont justifiés, ce qui revient à anticiper, pour les dix ans à venir, les conditions de développement de ces deux industries ?

Le professionnel garde l'avantage sur le grand public car il peut s'informer davantage, son système d'information économique est censé être plus performant. Mais il ne dispose pas de savoir formel plus vaste sur ces sujets.

Ses décisions, comme celles du public, sont alors influencées par des « faiseurs d'opinion », par des experts, par la rumeur, par des journalistes spécialisés.

Cet appel à des savoirs informels est encore plus fort lorsqu'il s'agit d'anticiper sur l'évolution générale des marchés financiers. Vont-ils être dans une tendance haussière ou baissière ? Un retournement est-il à attendre et quand ?

Quels savoirs formels ou informels le professionnel met-il en œuvre pour anticiper les conséquences sur les marchés d'une déclaration très médiatisée ?

Si l'on considère l'interprétation de déclarations publiques qui ressortent du domaine économique et financier, le professionnel est censé avoir reçu un savoir formel. Par exemple, le Président de la Banque fédérale américaine (Federal Reserve Bank) est régulièrement appelé à « témoigner » devant le Sénat des Etats-Unis sur la situation économique du pays. Son analyse ne se limite pas à l'appréciation des données conjoncturelles (croissance à court terme, inflation, emploi), mais il donne également son opinion sur des données structurelles. De plus, il ne s'agit pas seulement de l'avis d'un expert qui dispose d'un outil d'information unique, mais et surtout d'un décideur, et son intervention éclairera sur la politique à attendre de la « Fed » en terme de taux d'intérêt pour les prochains mois. Les concepts abordés lors de ce témoignage font appel à un savoir formel étendu en macroéconomie. En raison de la complexité des mécanismes et de l'évolution même de la macroéconomie, le professionnel reste désarmé pour une analyse critique de ce discours.

Mais à court terme, l'important pour lui comme on l'a vu plus haut, n'est pas si ce témoignage analyse justement la situation, mais l'important est de savoir comment la communauté des professionnels travaillant sur les marchés l'interprètera, la communauté financière incluant alors l'ensemble des journalistes qui très vite donneront à l'opinion les clefs des anticipations à attendre. Les savoirs formels du professionnel en macroéconomie doivent alors laisser la place à l'écoute des premières réactions, à l'appréciation du poids de tel ou tel commentateur.

L'exemple de l'un des grands retournements de tendance sur les marchés financiers, celui de juillet 1994, est à cet égard révélateur du poids de l'opinion de la communauté financière, pour montrer comment les mêmes faits peuvent être interprétés de manière diamétralement

opposée. Au premier semestre 1994, la tendance est baissière et le sentiment général est négatif. Les indicateurs économiques montrant un renforcement de la croissance ne font d'accélérer la chute des cours, car ce renforcement risque d'entraîner une hausse des taux d'intérêt. Les experts et la presse relaient cette crainte. Puis brusquement fin juin, l'opinion se retourne. On affirme maintenant que le renforcement de l'activité, sensible au niveau des entreprises, leur permet d'accroître leurs bénéfices. Brusquement, les experts et la presse ne parlent plus que de hausse des cours. Et effectivement, la hausse est bien là. Dans cet exemple, les deux raisonnements correspondaient à des mécanismes économiques valides, et enseignés au niveau des savoirs formels universitaires. Mais lequel allait l'emporter dans une situation concrète à un moment donné ? Pour les professionnels, leurs savoirs formels étaient dans l'incapacité de leur donner la solution, et ils devaient s'appuyer sur des éléments d'expériences quant au poids à attribuer aux discours de la communauté financière.

Les économistes, et notamment Keynes, ont montré comment il ne s'agissait pas tant de se forger une opinion personnelle sur le fond, que d'essayer de deviner quelle sera l'opinion du plus grand nombre.

Ce poids du discours et des faiseurs d'opinion ajouté à des mécanismes de marché qui peuvent paraître irrationnels (croire en une baisse fait vendre, mais même si la croyance est fausse la vente fera baisser, ce qui rendra la croyance vraie) explique le mimétisme sur les marchés financiers (André Orléan¹). Il explique aussi que des fournisseurs d'information comme Bloomberg ajoutent à l'information quantitative (statistiques boursières et économiques) une information sur l'environnement économique à base d'interview.

Le public dispose en moyenne d'un savoir économique formel plus faible que les professionnels qui ont suivi un cursus de formation structuré. Mais comme les professionnels, c'est en très grande partie sur des savoirs informels que s'appuieront ceux qui cherchent à anticiper la tendance fondamentale des marchés. L'orientation de Bloomberg vers un public plus large a précisément pour objectif de capter le marché de la partie de grand public qui cherche à le faire.

La part des savoirs informels à mettre en œuvre par les professionnels s'accroît encore lorsque l'on considère l'ensemble des varia-

¹ Orléan A., *Le pouvoir de la finance*, Paris, Odile Jacob, 1999.

bles qui pèsent sur un marché financier. Ces variables ne ressortent pas du champ économique, mais du champ social et du champ politique. Quels savoirs formels mettre en œuvre pour anticiper l'influence sur les marchés d'un mouvement de grève ? D'événements exceptionnels comme ceux du 11 septembre 2001 ? De l'élection d'un nouveau parlement ou de la mise en place d'un nouveau gouvernement ? Les conséquences de ces événements sur les marchés financiers ne sont quantifiées dans aucun modèle.

Le professionnel et le public sont alors logés à la même enseigne pour supputer les évolutions à venir. Et une fois encore, les faiseurs d'opinions, experts éventuellement auto-proclamés et journalistes de renom auront un poids essentiel.

Là encore, un fournisseur comme Bloomberg répond à la demande, en veillant à inclure dans son service les informations sur l'environnement social, politique ou autre, de la vie économique. Bloomberg couvre ainsi tout l'éventail de l'information, depuis le quantitatif dur qui rentre d'emblée dans des savoirs formels, jusqu'au journalisme non spécialisé mais qui apporte les informations vues sous l'angle du gestionnaire d'actif. Et si Bloomberg inclut des horoscopes dans ses informations, ce n'est pas seulement parce que les opérateurs, professionnels ou non, ressentent une incertitude en ce qui concerne leur vie privée, mais sans doute aussi parce qu'ils ressentent une incertitude sur le résultat de leurs opérations financières du jour, tant les savoirs formels sont dans ce cas insuffisants pour cerner un problème qui fait appel à des champs de savoir non maîtrisés.

A l'issue de ces réflexions, notre interrogation sera double. D'une part, quelle part de recours aux savoirs informels est inévitable dans une activité confrontée à toute la complexité de nos sociétés, y compris à ses rouages sociaux et politiques.

D'autre part, notamment dans le cas du public utilisateur de l'information fournie à des fins financières, quelles peuvent être les conséquences de l'écartèlement entre son raisonnement propre de citoyen, dont on peut penser qu'il doit se faire une opinion sur le fond des problèmes de société, et son raisonnement lié à la sphère financière, qui dans un contexte de savoirs informels peut faire la part trop belle aux recherches d'anticipations mimétiques ?

